

50690



NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.14/AS/III/16/1
30 septembre 1965

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE ET
CENTRE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL
Colloque sur le développement industriel en Afrique
Le Caire, 27 janvier - 10 février 1966

LA NORMALISATION DANS LA REPUBLIQUE ARABE UNIE

(document présenté par le Gouvernement de
la République arabe unie)

LA NORMALISATION DANS LA REPUBLIQUE ARABE UNIE

I. Aperçu historique

1. Dans son effort de développement industriel, la RAU a veillé à assurer que tous les produits industriels soient de haute qualité et soient vendus à des prix raisonnables, pour qu'ils acquièrent une bonne réputation et s'écoulent facilement aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'étranger.

A cet effet, on a mis tout particulièrement l'accent sur les techniques scientifiques de développement permettant une utilisation optimale des ressources nationales en vue de l'accélération du développement industriel dans le cadre du plan national d'ensemble qui a été adopté.

La RAU a compris toute l'importance de la normalisation pour le progrès et l'expansion de l'industrie et pour la production de biens et de services de haute qualité à des prix raisonnables.

Si la RAU s'est rendu compte de l'importance de la normalisation, c'est en réalité grâce aux excellents résultats obtenus dans les pays plus développés, qui ont prouvé l'intérêt de la normalisation non seulement lorsqu'il s'agit d'utiliser de manière économique les matières premières et la main-d'oeuvre, mais également de régulariser le courant des échanges, de réduire les coûts de production et de distribution et d'obtenir des produits possédant les qualités essentielles requises.

2. Jusqu'en 1956, il n'existait pas en RAU de système déterminé de normalisation et la qualité des produits fabriqués dans le pays ou importés étaient soumises à des prescriptions étrangères différentes.

En 1939, l'Association des ingénieurs égyptiens a pris les premières mesures concrètes dans ce domaine et, après huit ans, elle a réussi à publier 40 projets de normes égyptiennes pour une série de matériaux de construction, de produits en béton, d'installations sanitaires, de treillis métalliques, de matériel électrique, d'épures industrielles ainsi que des symboles et des définitions de termes.

3. Depuis 1885, l'Egypte a cherché à adopter le système métrique. En 1951, une loi a été promulguée qui rend obligatoire l'utilisation des unités de poids et de mesures du système métrique sur toute l'étendue du territoire, à l'échéance d'une période transitoire de 5 ans.

En 1956, on a jugé nécessaire de prolonger cette période transitoire et c'est depuis le 16 novembre 1961 que le système métrique est devenu le seul système de mesure applicable en RAU.

4. Lorsque, en 1956, le ministère de l'industrie fut créé, qui avait pour mission principale d'élaborer un nouveau plan d'industrialisation très précis et d'en surveiller l'exécution, on a décidé qu'il comprendrait une section technique pour l'élaboration de normes unifiées et l'établissement de spécialisations pour les matières premières et les produits locaux.

Une autre mesure a été prise en 1957. Une loi relative à la normalisation a été promulguée portant création d'un service officiel compétent pour tous les problèmes concernant la normalisation en RAU. C'est ainsi qu'a été fondée l'Organisation égyptienne de normalisation (EOS), qui a marqué un tournant dans l'histoire du développement industriel du pays.

5. Depuis 1957, deux programmes industriels ont déjà été menés à bien. Le montant total des capitaux investis pour le financement de ces programmes se chiffre à 585 millions de livres égyptiennes.

Afin de sauvegarder des capitaux de cette importance et les autres capitaux qui seront investis dans les années à venir (128 millions de livres égyptiennes seront investis dans l'industrie au cours de l'exécution du deuxième plan économique national 1965-1972) et stimuler l'adoption des méthodes de fabrication en série qui sont tellement essentielles pour l'interchangeabilité des produits et pour la rentabilité de la production, et afin d'assurer, en outre, la haute qualité des fabrications, importante pour les produits de consommation locale aussi bien que pour les produits d'exportation, il a

fallu coordonner les programmes de l'Organisation égyptienne de normalisation avec les plans économiques d'ensemble.

II. L'Organisation égyptienne de normalisation

A. Son rôle

6. Pour que puissent être atteints les objectifs de la normalisation en RAU, l'EOS a été chargée des fonctions suivantes :

- a) élaborer des spécifications générales pour les matières premières et les produits de toutes les industries nationales;
- b) fixer des normes de référence pour l'étalonnage et la vérification des mesures et des instruments de mesure;
- c) élaborer un système de normes pour les classifications, les termes et les symboles techniques;
- d) prendre les mesures nécessaires pour assurer, conformément aux normes, un contrôle de la qualité des matières premières et des produits finis, et créer un laboratoire central et des laboratoires régionaux de métrologie et de contrôle de la qualité;
- e) coordonner sur tout le territoire de la République les travaux de normalisation, conformément aux travaux internationaux de normalisation.

B. Sa structure

7. La structure de l'EOS est la suivante :

- a) Un conseil, dirigé par le Sous-secrétaire d'Etat à l'industrie et composé de 15 membres représentant les secteurs économique, technique, industriel et les autres secteurs qui s'intéressent à la normalisation.
- b) Un comité permanent de 12 membres pour les spécifications normales, chargé de traiter de toutes les questions relatives aux spécifications normales et au contrôle de la qualité.
- c) Un comité permanent de 12 membres pour la métrologie et le calibrage, chargé de tous les travaux relatifs à la métrologie,

au calibrage et à la vérification des mesures et des instruments de mesure.

- d) Des comités permanents spécialisés composés chacun de 10 experts, et chargés des principaux travaux de normalisation et de métrologie dans les différents secteurs : industrie mécanique, métallurgie, industrie électrique, industrie chimique, industries alimentaires, produits agricoles, industrie textile, etc.

Ces comités permanents sont habilités à créer des comités techniques pour l'élaboration de projets de spécifications normales et de méthodes de contrôle et de calibrage conformément aux programmes adoptés par le conseil, compte tenu des plans économiques nationaux.

- e) L'organe technique et administratif comprend les divisions et sections principales suivantes :

- i) Division des spécifications normales : produits métallurgiques et produits de l'industrie mécanique - produits de l'industrie électrique - produits chimiques - matériaux de construction - textiles - produits alimentaires.
- ii) Division de la qualité : conformité - homologation et marquage - étude et évaluation de la qualité.
- iii) Division de la métrologie : mesures - longueurs et métrologie industrielle - laboratoires et bureaux régionaux.
- iv) Division des relations techniques : relations avec l'étranger - relations publiques - documentation - plans et épures.
- v) Division de l'administration et des finances : personnel - finances - achats et ventes - réglementations.

III. Travaux de normalisation en RAU

A. Spécifications normales

8. Le premier programme de normalisation approuvé par le conseil de l'EOS au début de 1958 était fondé sur un ordre de priorité et couvrait tous les secteurs suivants :

- i) articles nouvellement produits;
- ii) articles et matériaux d'exportation;
- iii) produits destinés aux entreprises publiques et aux forces armées;
- iv) biens de consommation.

On a créé plus de 70 comités techniques pour la mise en oeuvre du programme, et à la suite de leurs travaux, plus de 120 spécifications normales ont été approuvées avant la fin du premier semestre de l'année 1960.

9. En juillet 1960, l'E.O.S. a lancé un programme quinquennal parallèle au premier plan quinquennal national de développement économique et social qui avait pour objectif de doubler le revenu national en dix ans.

On a créé plus de 400 comités techniques pour la mise en oeuvre de ce programme et, à la fin de la quatrième année, environ 600 normes égyptiennes avaient été approuvées par le conseil de l'E.O.S. Elles portaient sur plus de 8.000 types et dimensions de 1.500 produits et sur environ 2.000 méthodes types d'essais et de calibrage.

10. L'E.O.S. applique les méthodes habituelles pour l'élaboration des spécifications normales. Le comité permanent intéressé désigne un comité technique afin d'étudier et d'élaborer le projet de norme. Le projet est soumis au comité permanent qui, après approbation, le fait publier comme projet de spécification normale.

Ce projet est diffusé largement parmi les milieux intéressés, producteurs, consommateurs, etc. Les observations reçues font alors l'objet d'une étude par le comité technique et le projet, dûment amendé, est soumis au conseil par le comité permanent intéressé pour être approuvé comme norme égyptienne.

B. Métrologie scientifique et industrielle

11. Afin d'aider à la réalisation pratique de ses objectifs dans le domaine de la métrologie, l'Organisation a élaboré en 1960 un plan à trois échelons, qui vise essentiellement à maintenir et à fournir les

normes de mesures dans les divers secteurs des activités industrielles et scientifiques.

Ce plan prévoit la création des laboratoires suivants :

- i) Le laboratoire national de physique pour la métrologie - échelon A.
- ii) Le laboratoire central de métrologie et d'essai des matériaux - échelon B.
- iii) Les laboratoires et bureaux régionaux - échelon C.

Les deux premiers de ces laboratoires sont actuellement en cours d'installation sous les auspices du Ministère de la recherche scientifique, avec l'aide du Fonds spécial des Nations Unies pour le laboratoire national de physique pour la métrologie et du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne pour le laboratoire central de métrologie et d'essai des matériaux.

12. On procède actuellement à la révision de l'ancien système de calibrage et de vérification, afin de mettre au point un nouveau projet détaillé pour le calibrage légal et industriel et la vérification des instruments et du matériel de mesure et d'essai à intervalles réguliers.

L'EOS a apporté une aide appréciable au cours de la période de transition qui a précédé l'adoption définitive du système métrique dans le pays et, actuellement elle veille à son application dans tous les secteurs de l'industrie, donne des conseils techniques et fournit l'aide requise pour l'élimination de tous les obstacles dans ce domaine.

C. Contrôle de la qualité

13. Toutefois, en s'acquittant de ses fonctions et en s'efforçant d'atteindre ses objectifs, l'EOS s'est rendu compte qu'il fallait organiser de toute urgence dans le pays un système adéquat pour le contrôle de la qualité dans l'industrie. Le système viendrait compléter le plan précité concernant la métrologie ainsi que les mesures en vigueur pour les essais dans divers services de l'Etat et dans les établissements techniques et industriels. L'EOS serait chargée d'élaborer et d'appliquer

efficacement les normes nationales et également de former des spécialistes et des techniciens dans des domaines qui sont essentiels si l'on veut assurer le succès de l'adoption et de l'application de normes.

Par ailleurs, en groupant l'échelon C et une partie de l'échelon B dans le plan précité, l'institution envisagée serait chargée d'assurer la liaison nécessaire entre l'industrie, d'une part, et le laboratoire national de physique pour la métrologie et le laboratoire central de métrologie et d'essai des matériaux, d'autre part.

14. C'est pourquoi l'EOS a procédé à ce propos à des études approfondies dont les résultats ont abouti à l'établissement d'un nouveau projet pour la création d'un institut de contrôle de la qualité au cours des cinq prochaines années.

L'EOS estime que grâce à ce projet les objectifs suivants pourront être atteints :

- i) utilisation optimale des matières premières locales;
- ii) évaluation exacte des normes nationales;
- iii) élévation du niveau de la qualité des articles et des produits fabriqués dans le pays;
- iv) diminution des coûts de fabrication des produits industriels;
- v) élévation de la qualité des produits d'exportation, avec pour résultat une augmentation des réserves de devises qui est essentielle au développement économique du pays;
- vi) valorisation du personnel technique en vue de l'application optimale de la normalisation et des techniques de contrôle de la qualité;
- vii) obtention et amélioration de la précision dans la production industrielle.

D. Homologation et marquage

15. Afin de défendre la réputation des produits fabriqués dans le pays, l'EOS a décidé d'adopter un système pour l'homologation, le marquage et l'étiquetage, destiné à signaler les produits qui sont

fabriqués conformément aux normes nationales.

Le III a été décidé d'appliquer ce système progressivement, et il l'a été tout d'abord pour les appareils ménagers utilisant du butane, afin d'intensifier la production locale et d'assurer l'efficacité et la sécurité de leur fonctionnement.

16. Avant d'accorder un certificat d'homologation, on procède à l'essai d'un prototype de l'appareil, et lorsqu'il s'avère que le prototype est conforme à la spécification, l'entreprise est autorisée à entreprendre la production selon le prototype approuvé, et à appliquer sur l'appareil le label de conformité de l'EOS, à condition que la production soit soumise à une inspection technique régulière.

Les inspecteurs de l'EOS peuvent également effectuer des contrôles à l'improviste, afin de vérifier que la production est conforme à la spécification normale.

En appliquant le système précité, l'EOS a approuvé 15.000 appareils en 1959, 40.000 en 1960, 50.000 en 1961, 55.000 en 1962, 76.000 en 1963 et environ 80.000 en 1964.

On prend actuellement des mesures visant à appliquer le même système aux poêles à pétrole, et ce système sera également appliqué progressivement à d'autres articles et produits.

E. Vulgarisation et formation

17. On a estimé que pour assurer le succès de la normalisation dans le pays, on devait faire en sorte que les producteurs et les consommateurs s'intéressent davantage à ses procédés et à ses objectifs.

C'est pourquoi la Division des relations techniques publie un bulletin périodique ainsi que des brochures d'information, qui expliquent aux producteurs et aux consommateurs les objectifs et les avantages de la normalisation.

On organise de temps à autre des émissions de radio et de télévision pour expliquer le rôle que joue l'EOS dans la protection des consommateurs contre les fraudes et les dangers et signaler les efforts déployés

par cette organisation pour réduire les coûts de production et assurer une haute qualité et un rendement efficace des produits.

L'E.O.S. participe également aux foires commerciales et industrielles qui ont lieu dans le pays en organisant des stands d'information où sont exposés les labels de conformité, et l'on procède actuellement au siège de l'E.O.S. à l'installation d'un musée permanent de la normalisation destiné à l'information du public.

18. Dans l'intérêt de la normalisation et de l'industrie, on organise également des conférences et des colloques auxquels participent des représentants des entreprises industrielles, des organisations scientifiques et des groupements de consommateurs.

On élabore actuellement un projet de cours de formation et de perfectionnement destinés aux techniciens, aux chercheurs et aux ingénieurs dans les domaines où il est essentiel que la normalisation soit adoptée et appliquée.

F. Participation aux efforts de normalisation entrepris à l'échelon international et à l'échelon régional

19. La RAU a toujours participé avec beaucoup d'intérêt aux activités internationales et régionales, de façon à profiter de l'expérience des pays plus développés et participer en même temps à la coopération internationale pour le progrès de l'industrie et de la technique.

C'est ainsi que, avant la fin de 1957, l'E.O.S. a adhéré à l'Organisation internationale de normalisation (ISO), et elle siège actuellement à 51 de ses comités techniques. En 1961, l'E.O.S. est devenue membre de l'Organisation internationale de métrologie légale et elle participe actuellement aux activités de neuf de ses groupes de travail. Enfin, en mai 1962, un décret présidentiel a été publié au sujet de l'adhésion de la RAU à la Convention du Mètre signée à Paris en 1875.

20. A signaler, en ce qui concerne les travaux régionaux de normalisation, que la RAU a organisé la deuxième session de la Conférence sur la normalisation au Moyen-Orient qui s'est tenue au Caire en janvier 1961

et à laquelle ont participé de nombreux experts des pays développés. Les délibérations et les recommandations auxquelles a donné lieu cette conférence ont montré l'importance du renforcement de la coopération à l'échelon régional dans ce secteur essentiel.

21. La RAU qui est membre du Comité technique permanent de normalisation créé par la Ligue arabe, participe activement à ses activités.

On espère qu'un accord portant création d'un Organisme régional arabe de normalisation sera signé cette année, qui permettra d'assurer une collaboration technique et économique fructueuse dans ce domaine entre les Etats arabes.

Les discussions préliminaires menées avec certaines autorités africaines compétentes ont révélé que les Etats africains témoignent du même intérêt et qu'ils visent à intensifier leurs efforts en vue de l'application de la normalisation dans le développement industriel.

Le colloque sur le développement industriel en Afrique devra accroître cet intérêt et examiner la question de manière approfondie à propos du point 3 de l'ordre du jour provisoire.

IV. Conclusion

22. L'expérience acquise par la RAU au cours des dernières années a montré que l'adoption de la normalisation dans un pays en voie de développement est loin d'être une tâche aisée, car de nombreux obstacles peuvent se présenter. Toutefois, en adoptant la normalisation, les pays en voie de développement profitent de tous les avantages indéniables qu'elle offre; elle permet de tenir pleinement compte des conditions locales, d'utiliser efficacement les ressources nationales, de créer une industrie nationale sur des bases solides, de donner confiance à la population dans la production nationale, d'améliorer la production au point de vue de la quantité, de la qualité et des coûts, d'accroître le nombre des produits d'exportation, d'améliorer les conditions matérielles et morales et d'élever le revenu national et le niveau de vie.

23. En outre, on constate que tous les pays en voie de développement font actuellement de la planification la base de leur développement économique. Il est inutile de rappeler que si l'économie est planifiée, des normes nationales sont essentielles. C'est ce qu'a confirmé l'expérience de notre pays. Certes, il est prématuré, au stade actuel du développement, de donner des indications chiffrées concernant les incidences de la normalisation sur l'économie générale de la RAU, mais on peut dire que les premiers résultats obtenus grâce à l'adoption d'un système de normalisation ont justifié tous les efforts mis en oeuvre.

24. On espère que le Colloque sur le développement industriel en Afrique tiendra compte de ces résultats et étudiera la possibilité de coordonner les efforts déployés en Afrique dans le domaine de la normalisation en créant une "Organisation régionale africaine de normalisation et de métrologie" qui aura pour objectif de stimuler le développement industriel et une production de qualité en Afrique et de coordonner et d'unifier les systèmes de normalisation dans les pays membres, en collaboration avec les autres organismes internationaux.

- - - - -